

**Extrait n°2025-11-20-COMDEL-013 du registre des délibérations
du conseil métropolitain**

Séance du 20 novembre 2025

Planification urbaine - Plan local d'urbanisme métropolitain (P.L.U.M.) – Modification n° 5 - Définition des modalités de concertation.

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt novembre, à 18h00 le conseil métropolitain dûment convoqué, s'est réuni Salle du conseil municipal.

Sous la Présidence de Monsieur Serge GROUARD, Président

Date de la convocation du conseil métropolitain : vendredi 14 novembre 2025

PRÉSENTS :

CHECY : Virginie BAULINET, Cédric SCHMID, Jean-Vincent VALLIES,
COMBLEUX : Francis TRIQUET,
INGRE : Christian DUMAS, Thierry GOMES, Magalie PIAT,
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN : Valérie BARTHE-CHENEAU, Catherine DAUZERES,
MARDIE : Clémentine CAILLETEAU-CRUCY,
MARIGNY-LES-USAGES : Philippe BEAUMONT,
OLIVET : Cécile ADELLE, Fabien GASNIER, Michel LECLERCQ, Romain SOULAS,
ORLEANS : Béatrice BARRUEL, Ludovic BOURREAU, Florence CARRE, Thibaut CLOSSET,
Jean-Christophe CLOZIER, Laurence CORNAIRE, Capucine FEDRIGO, Gérard GAUTIER,
Serge GROUARD, Martine HOSRI, Ghislaine KOUNOWSKI, Charles-Eric LEMAIGNEN,
Michel MARTIN, Sandrine MENIVARD, Florent MONTILLOT, Isabelle RASTOUL, Thomas
RENAULT, Romain ROY, Christel ROYER, Pascal TEBIBEL,
ORMES : Odile MATHIEU, Alain TOUCHARD,
SAINT-CYR-EN-VAL : Vincent MICHAUT,
SAINT-DENIS-EN-VAL : Marie-Philippe LUBET,
SAINT-HILAIRE-SAINT-MESMIN : Stéphane CHOUIN,
SAINT-JEAN-DE-BRAYE : Franck FRADIN, Brigitte JALLET, Christophe LAVIALLE, Jean-
Emmanuel RENELIER,
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE : Françoise BUREAU, Véronique DESNOUES, Pascal LAVAL,
Marceau VILLARET,
SAINT-JEAN-LE-BLANC : Evelyne BERTHON, Thierry CHARPENTIER, Françoise GRIVOTET,
SAINT-PRYVE-SAINT-MESMIN : Jean-Claude HENNEQUIN,
SARAN : Sylvie DUBOIS, Mathieu GALLOIS,
SEMOY : Laurent BAUDE,

ABSENTS ET ONT DONNÉ POUVOIR :

BOIGNY-SUR-BIONNE : Luc MILLIAT donne pouvoir à Fabien GASNIER,
CHANTEAU : Gilles PRONO donne pouvoir à Michel LECLERCQ,
FLEURY-LES-AUBRAIS : Bruno LACROIX donne pouvoir à Françoise BUREAU, Isabelle MULLER donne pouvoir à Vincent MICHAUT,
LA CHAPELLE-SAINT-MESMIN : Patrice DAVID donne pouvoir à Valérie BARTHE-CHENEAU,
OLIVET : Rolande BOUBAULT donne pouvoir à Cécile ADELLE, Sandrine LEROUGE donne pouvoir à Romain SOULAS, Matthieu SCHLESINGER donne pouvoir à Clémentine CAILLETEAU-CRUCY,
ORLEANS : Anne-Frédéric AMOA donne pouvoir à Florent MONTILLOT, William CHANCERELLE donne pouvoir à Thomas RENAULT, Virginie MARCHAND donne pouvoir à Florence CARRE, Luc NANTIER donne pouvoir à Sandrine MENIVARD, Corine PARAYRE donne pouvoir à Capucine FEDRIGO,
SAINT-DENIS-EN-VAL : Jérôme RICHARD donne pouvoir à Marie-Philippe LUBET,
SAINT-JEAN-DE-BRAYE : Catherine GIRARD donne pouvoir à Franck FRADIN, Vanessa SLIMANI donne pouvoir à Christophe LAVIALLE,
SAINT-JEAN-DE-LA-RUELLE : Christophe CHAILLOU donne pouvoir à Marceau VILLARET,
SARAN : Christian FROMENTIN donne pouvoir à Sylvie DUBOIS, Maryvonne HAUTIN donne pouvoir à Mathieu GALLOIS,

ABSENTS ET/OU N'ONT PAS PRIS PART AU VOTE :

BOU : Bruno COEUR,
FLEURY-LES-AUBRAIS : Guylène BORGNE, Carole CANETTE, Grégoire CHAPUIS, Maryline COULON,
ORLEANS : Régine BREANT, Baptiste CHAPUIS, Quentin DEFOSSEZ, Jean-Philippe GRAND, Romain LONLAS, Fanny PICARD, Stéphanie RIST, Dominique TRIPET,
SAINT-PRYVE-SAINT-MESMIN : Charlotte LACOLEY,
SARAN : Gérard VESQUES,

Quentin DEFOSSEZ remplit les fonctions de Secrétaire de séance.

Nombre d'élus composant l'assemblée	89
Nombre d'élus ne participant pas au vote	0
Nombre d'élus en exercice	89
Nombre de votants	74
Quorum.....	45

Séances
commission aménagement du territoire du 22 octobre 2025
conseil métropolitain du 20 novembre 2025

RAPPORTEUR : M. VALLIES

N° 13

Planification urbaine - Plan local d'urbanisme métropolitain (P.L.U.M.) –
Modification n° 5 - Définition des modalités de concertation.

Depuis son approbation le 07 avril 2022 en Conseil Métropolitain, confirmé par délibération du 10 juillet 2025, le Plan Local d'Urbanisme Métropolitain (PLUM) d'Orléans Métropole a fait l'objet de procédures d'évolution destinées à traduire les projets nouveaux et actualiser les règles au regard des évolutions du contexte et du territoire. Ainsi ont été menées 5 mises à jour, par arrêtés des 10 juillet 2022, 19 janvier et 10 octobre 2023, 11 mars et 18 novembre 2024 et 4 procédures de modification, dont une simplifiée les 22 juin et 16 novembre 2023, 20 juin 2024 et 10 juillet 2025.

Ensuite, afin d'adapter le PLUM à différents niveaux d'enjeux, Orléans Métropole a engagé une procédure de modification n° 4 le 20/10/2025. Celle-ci relève de la procédure de droit commun sans évaluation environnementale et vise à traiter rapidement des ajustements techniques et des évolutions ponctuelles de moindre portée. Toutefois, certains sujets plus structurants, ayant des incidences notables sur l'environnement et nécessitant un temps d'élaboration plus long, appellent une démarche distincte. C'est pourquoi une procédure de modification n° 5, conduite selon la procédure de droit commun avec évaluation environnementale, a été engagée parallèlement le 17/11/2025. Cette articulation permet de répondre efficacement aux besoins urgents du territoire tout en garantissant la prise en compte approfondie des enjeux de fond.

Rappel des objectifs poursuivis :

Cette modification poursuit plusieurs objectifs complémentaires :

- Adapter le dispositif réglementaire aux évolutions récentes du cadre législatif et réglementaire, afin de garantir sa conformité et d'en renforcer l'efficacité lors de l'instruction des autorisations d'urbanisme.
- Répondre aux besoins nouveaux du territoire, qu'ils soient issus de transformations structurelles de long terme ou d'évolutions ponctuelles, en assurant une actualisation régulière et pertinente des règles du PLUM.
- Faciliter la production de logements sur le territoire orléanais, classé en zone tendue, afin d'accompagner la dynamique démographique et de mieux répondre à la demande croissante en habitat.
- Intégrer les enjeux de transition écologique, notamment par la transcription dans le PLUM de la nouvelle Trame Verte et Bleue (TVB), pour renforcer la préservation de la biodiversité et améliorer la résilience du territoire face aux changements climatiques.
- Mieux adapter le document aux projets portés par les communes et aux politiques publiques métropolitaines.
- Rectifier les erreurs matérielles identifiées.

Par ailleurs, différentes études stratégiques ont été engagées (ou le seront prochainement) par Orléans Métropole (stratégie économique, stratégie foncière, stratégie foncière économique, stratégie mobilité, bilan du PDU, bilan du SCOT, bilan du PLH, bilan du PCAET ...) et ont amélioré la connaissance et la compréhension des enjeux du territoire. Ces éléments nouveaux, compatibles avec le PADD, nécessitent une traduction réglementaire.

Définition des modalités de concertation :

Certaines de ces évolutions étant susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement, la procédure retenue est une modification de droit commun avec évaluation environnementale.

Aussi, la modification n° 5 du PLUM est soumise à concertation préalable. Les modalités de la concertation permettent, pendant une durée suffisante et selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet, au public d'accéder aux informations relatives au projet ainsi que de formuler des observations et propositions.

Dans un souci de développement durable et de bonne gestion des deniers publics, Orléans Métropole privilégiera une concertation par voie numérique tout en proposant également des mesures alternatives.

Pendant toute la durée de la concertation, chacun pourra prendre connaissance du dossier de concertation :

- En version numérique sur le site internet d'Orléans Métropole ;
- En version papier, au siège d'Orléans Métropole (Espace Saint-Marc – 5 place du 6 Juin 1944 à Orléans).

Le dossier de concertation, qui évoluera au fur et à mesure de l'avancée de la procédure sera composé :

- D'une présentation du projet de modification n° 5 du PLUM ;
- D'éléments d'information à usage pédagogique.

Pendant toute la durée de la concertation, chacun pourra formuler ses éventuelles observations et propositions :

- Par courriers postaux envoyés au siège d'Orléans Métropole ;
- Par courriers électroniques à l'adresse unique plum@orleans-metropole.fr ;

La période de concertation préalable se déroulera dès que la mise en forme des modifications apportées au document sera suffisamment avancée, jusqu'à l'arrêt de projet de la procédure de modification de droit commun n° 5 du PLUM. A l'issue de cette période, la concertation fera l'objet d'un bilan qui sera arrêté par le Conseil Métropolitain.

Les communes membres de la Métropole seront libres de relayer ces éléments pour leurs administrés.

Ceci exposé,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L.103-2 et suivants, L. 104-3, L. 153-36 à L. 153-38, L. 153-40 à L.153-44, R153-20 et 21 relatifs aux procédures de modification des PLUi ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment les dispositions relatives à l'évaluation environnementale des plans et programmes (articles L. 122-4 et suivants) ;

Vu la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 7 décembre 2020 et notamment son décret d'application n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme Métropolitain d'Orléans Métropole approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 07 avril 2022 et confirmé par délibération du 10 juillet 2025, mis à jour par arrêtés des 10 juillet 2022, 19 janvier et 10 octobre 2023, 11 mars et 18 novembre 2024 et modifié les 22 juin et 16 novembre 2023, 20 juin 2024, 10 juillet 2025 et en cours de modification par arrêté en date du 20/10/2025.

Vu la procédure la procédure de modification n° 5 engagée par arrêté en date du 17/11/2025.

Considérant qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme Métropolitain d'Orléans Métropole, afin d'adapter le règlement aux évolutions législatives et réglementaires récentes, de répondre aux besoins nouveaux du territoire, de faciliter la production de logements, d'intégrer des enjeux de transition écologique, d'adapter au mieux le document aux projets des communes et aux politiques publiques métropolitaines et de prendre en compte les erreurs matérielles ;

Considérant que les différentes évolutions envisagées relèvent de la procédure de modification de droit commun ;

Considérant qu'il y a lieu de soumettre la modification de droit commun n° 5 du PLUM à évaluation environnementale ;

Considérant qu'il y a lieu d'organiser une concertation préalable dans le cadre de la procédure de modification de droit commun n° 5 du PLUM ;

Vu l'avis de la commission aménagement du territoire,

Il est proposé au conseil métropolitain de bien vouloir :

- Soumettre cette procédure à évaluation environnementale qui portera sur les incidences notables du projet de modification n°5 sur l'environnement et sur les alternatives, conformément aux articles L. 122-4 et suivants du Code de l'environnement ;

- Prescrire les modalités de la concertation avec la population, conformément à l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme, et notamment :

- mise à disposition du public d'un dossier sur le site internet et au siège de d'Orléans Métropole ;
- possibilité pour le public de formuler des observations par courrier et par voie électronique.

- Saisir l'Autorité environnementale pour avis sur le rapport environnemental qui sera élaboré, conformément à l'article R104-19 du code de l'Urbanisme ;

- Notifier à Madame la Préfète de la Région Centre-Val de Loire et du Loiret et aux Personnes Publiques Associées (PPA), mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'urbanisme, le projet de modification n° 5 ;

- Autoriser Monsieur le Président ou son représentant l'accomplissement de toutes les formalités rendues nécessaires à l'exécution de la présente délibération (affichage au siège d'Orléans Métropole et dans les 22 mairies des communes membres durant 1 mois, mise en ligne sur le site internet d'Orléans Métropole, mention dans un journal diffusé dans le département).

Annexe(s) : 0

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour extrait conforme et certification de l'exécution des formalités prévues aux articles L. 2121-10 à L. 2121-25 du code général des collectivités territoriales ; le caractère exécutoire prenant effet à compter de la date de l'exécution des formalités prévues à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales.

Signé numériquement
à Orléans, le lundi 01 décembre 2025

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services


Vincent BRETEAU

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité
- date de sa publication et/ou de sa notification

*Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application informatique **Télérecours citoyens** accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr/>.*